



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA 2007



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Burkina / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURKINA AU TITRE DE L'ANNEE 2007



Mars 2009

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGES</u>
<u>INTRODUCTION</u>	3
<u>I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER</u>	3
<u>I.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</u>	3
<u>I.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA</u>	5
<u>I.3 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2007</u>	5
<u>II - PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</u>	9
<u>II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES</u>	10
<u>II.1.1 - Evolution de la balance commerciale</u>	10
<u>II.1.2 - Balance des services</u>	18
II.1.2.1 - Transports	18
II.1.2.2 - Voyages	19
II.1.2.3 - Autres services	19
<u>II.1.3 - Balance des revenus</u>	19
<u>II.1.4 - Balance des transferts courants</u>	20
II.1.4.1 - Transferts courants privés	21
II.1.4.2 - Transferts courants publics	21
<u>II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</u>	22
<u>II.2.1 - Compte de capital</u>	22
<u>II.2.2 - Compte des opérations financières</u>	22
II.2.2.1 - Investissements directs	23
II.2.2.2 - Investissements de portefeuille	23
II.2.2.3 - Autres investissements	25
<u>II.2.3 - Evolution des capitaux monétaires</u>	25
II.2.3.1 - Situation de la Banque Centrale	25
II.2.3.2 - Situation des banques	26
II.2.3.3 - Avoirs extérieurs nets des institutions monétaires	26
<u>III - POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)</u>	27
<u>IV - ANNEXES STATISTIQUES</u>	30
<u>Annexe 1 – Tableaux de concordance statistique</u>	30
<u>Annexe 2 – Résultats des travaux d'estimation des échanges intra-communautaires pour l'année 2007 par la Cellule sous – Régionale chargée de la reconciliation des données du commerce intra-UEMOA</u>	31

INTRODUCTION

La balance des paiements, outil reconnu d'intérêt mondial et instrument précieux d'aide à la décision, est un état statistique présenté sous forme comptable qui récapitule, selon le cadre normalisé de la 5^{ème} édition du manuel du FMI, l'ensemble des transactions financières et non financières entre les résidents et les non-résidents d'un pays au cours d'une période déterminée, généralement l'année civile.

Après un aperçu sur l'environnement international, sous-régional et national, le présent document retrace, sous forme synthétique, l'ensemble des transactions financières et économiques effectuées entre le Burkina Faso et le reste du monde au cours de l'année 2007.

I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

I.1 – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'activité économique est demeurée bien orientée à l'échelle mondiale en 2007, soutenue par les pays émergents, dont le dynamisme a compensé le ralentissement de la croissance économique au sein des pays industrialisés. Le taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial est ressorti à 4,9%, après une réalisation de 5,0% en 2006.

La décélération du rythme de croissance enregistrée dans les **pays industrialisés** durant l'année 2007, traduit l'impact défavorable de la hausse des cours du pétrole et la montée des incertitudes liées à la crise des crédits immobiliers à risque survenue aux Etats-Unis.

Ainsi, aux **Etats-Unis**, le PIB a progressé de 2,2%, après avoir atteint 2,9% en 2006. Cette évolution est imputable à la bonne orientation de la demande intérieure, soutenue par la progression des dépenses publiques. Les exportations se sont également accrues, sous l'effet de la dépréciation du dollar. Au **Japon**, la croissance économique est ressortie à 2,1% en 2007, contre 2,4% un an plus tôt, en liaison essentiellement avec la vigueur de la demande intérieure et des exportations nettes. Au **Royaume-Uni**, l'activité économique a été plus soutenue que dans les autres pays industrialisés, en 2007, avec une croissance de 3,1% contre 2,9% en 2006, en liaison avec le dynamisme des activités des services et du secteur manufacturier.

Au niveau de la **Zone Euro**, le PIB a augmenté de 2,6% en 2007, après une croissance de 2,8% l'année précédente. Cette progression est portée par la consommation des ménages, ainsi que le dynamisme des investissements, dans un contexte de hausse des revenus.

Dans les **pays émergents**, l'activité est restée dynamique, en liaison notamment avec l'augmentation des investissements étrangers. Le taux de croissance du PIB est ressorti à 7,8% en 2007, contre 7,7% en 2006.

En **Amérique latine**, le rythme d'expansion économique a été de 5,6% en 2007, soit la même évolution qu'en 2006. L'environnement favorable aux affaires, créé dans la région, a encouragé la poursuite des investissements étrangers, relancé l'appareil de production et stimulé les exportations.

Les économies émergentes d'**Asie** ont enregistré en 2007, tout comme en 2006, une hausse du PIB réel de 9,7%. Cette évolution est induite par l'accroissement de la demande intérieure, ainsi que par la vigueur des exportations vers la zone euro et le Japon. Ainsi, en **Chine**, le PIB a progressé de 11,4%, soit le niveau le plus élevé sur les treize (13) dernières années, après le taux de 11,1% réalisé en 2006.

En **Afrique**, le taux de croissance économique est ressorti à 6,2% en 2007, après une réalisation de 5,9% en 2006, en relation avec la hausse des cours des matières premières. Cette accélération masque, toutefois, les disparités observées entre pays producteurs de pétrole et de métaux précieux tels que l'or, d'une part, et les autres pays, d'autre part.

Les **tensions inflationnistes** sont globalement apparues modérées en 2007, l'évolution des prix ayant été contenue à des niveaux inférieurs à ceux de l'année 2006. Ainsi, aux Etats Unis, l'indice des prix à la consommation a connu une variation, en moyenne annuelle, de 2,9% contre 3,2% un an plus tôt. Au Japon, les prix ont enregistré une hausse de 0,1% durant l'année 2007 contre 0,2% en 2006. Dans la Zone euro, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est accru de 2,1% en 2007 contre 2,2% en 2006. En revanche, au Royaume-Uni, l'indice des prix du détail a augmenté de 3,2% contre 2,9% en 2006.

En vue de contenir les **tensions inflationnistes**, l'action monétaire restrictive des banques centrales des principaux pays industrialisés s'est poursuivie jusqu'en juillet 2007, avant que la contraction de liquidité, générée par la crise des crédits hypothécaires américains à haut risque ou «subprimes », ne conduise certaines d'entre elles à procéder à des injections massives de liquidité.

Les **marchés financiers** ont évolué dans un environnement marqué par la crise du secteur des crédits hypothécaires, les craintes d'un ralentissement notable de l'économie américaine et la persistance des tensions inflationnistes. Aux Etats-Unis, l'indice Dow Jones et le NAS-DAQ composite ont progressé respectivement de 6,4% et 9,8%. A Londres, le Footsie 100 s'est accru de 3,8%. Le DAX, à Francfort et le CAC 40, à Paris, ont enregistré des progressions respectives de 22,3% et 1,3%. Seul l'indice Nikkeï, au Japon, a enregistré un repli, baissant de 11,1% au cours de l'année 2007.

Quant au Franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, il a connu, par rapport aux principales monnaies, un comportement identique à celui de la monnaie commune européenne.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des principales devises par rapport au FCFA au cours des années 2006 et 2007.

**Tableau n°1 : Evolution des taux de change moyens trimestriels
(en FCFA par unité monétaire)**

MONNAIES		PERIODES			
		1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
ANNEE 2006					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	786,1145	769,1808	763,0720	757,9475
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	545,5851	521,3456	514,7587	509,0068
Franc suisse	(1 CHF)	420,7550	419,6513	416,0052	411,8263
Livre sterling	(1 GBP)	955,8572	953,7308	964,9690	974,4734
Yen japonais	(1 JPY)	4,6684	4,5613	4,4294	4,3235
ANNEE 2007					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	750,9006	737,7977	732,1942	712,0840
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	500,5013	486,5789	477,4763	452,8213
Franc suisse	(1 CHF)	405,8638	398,0805	398,2013	395,2501
Livre sterling	(1 GBP)	978,1352	966,3480	964,6285	926,7285
Yen japonais	(1 JPY)	4,1933	4,0270	4,0516	4,0039

Source : BCEAO.

I.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

Le PIB de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, a enregistré en 2007 une croissance réelle de 3,0%, contre 3,1% en 2006. Ce niveau de taux de croissance est imputable à la progression de l'activité dans les services, notamment les télécommunications, et dans le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) en rapport avec l'exécution de projets d'infrastructures de base. Toutefois, la croissance a été moins soutenue dans le secteur secondaire. Quant au secteur primaire, sa contribution à la croissance a été relativement faible, en raison du repli de la production des cultures de rente. Le niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est ressorti, en moyenne, en hausse de 2,4% en 2007 contre 2,3% en 2006.

La conduite de la politique monétaire, tout en restant prudente, s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité pour conforter la stabilité monétaire et contribuer au financement non inflationniste de la croissance. Au cours de l'année 2007, l'Institut d'émission a maintenu inchangé ses taux directeurs à 4,75% pour le taux d'escompte et 4,25% pour le taux de pension, niveaux en vigueur depuis le 24 août 2006. Contrairement à l'année passée, la Banque Centrale a repris, à compter de février 2007, ses injections de liquidité dans un contexte marqué par une baisse continue de la liquidité bancaire observée au cours des trois exercices précédents, des tensions sur les taux du marché interbancaire et des déficits croissants de constitutions de réserves obligatoires par les banques. Les coefficients de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union, fixés depuis le 16 juin 2005, ont été maintenus inchangés à 15,0% au Bénin, 9,0% au Mali, Niger et Sénégal, 7,0% au Burkina Faso, 5,0% en Côte d'Ivoire et 3,0% en Guinée Bissau et au Togo.

Au total, la prudence de la gestion monétaire dans l'Union a contribué à la consolidation de 766,3 milliards de FCFA de la position extérieure nette des institutions monétaires ressortie à 4.665,8 milliards de FCFA. Ce renforcement de la position extérieure traduit, outre les rapatriements des recettes d'exportations, l'impact de la cession par l'Etat du Burkina Faso de 51% du capital de l'opérateur public des télécommunications à un partenaire stratégique, de la mise en œuvre du protocole d'accord de dédommagement entre l'Etat ivoirien et la société responsable de la gestion des déchets toxiques, du paiement par des investisseurs étrangers de licences de téléphonies mobiles au Bénin, au Sénégal, et au Niger, ainsi que de la réception par le Niger du paiement de redevances minières.

Le crédit intérieur a enregistré une progression de 12,5% (+602,1 milliards de FCFA) pour se situer à 5.385,9 milliards de FCFA au 31 décembre 2007 imputable à la progression de 606,3 milliards de FCFA (+14,1%) des concours au secteur privé, les crédits nets aux Etats ayant enregistré un recul de 4,2 milliards de FCFA (-0,8%). A fin décembre 2007, les crédits à l'économie et la Position Nette des Gouvernements se sont élevés respectivement à 4.904,3 milliards de FCFA et 481,6 milliards de FCFA. Résultant de l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est inscrite en hausse de 1.340,8 milliards de FCFA (+18,7%) pour s'établir à 8.511,6 milliards de FCFA à cette date, contre 7.170,8 milliards de FCFA une année plus tôt.

I.3 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA FASO EN 2007

Au cours de l'année 2007, l'activité économique a été marquée par une mauvaise campagne agricole 2007/2008, un renchérissement des prix des produits pétroliers, une hausse des prix des intrants-coton et la baisse du prix d'achat au producteur du coton graine. Ainsi, le PIB réel s'est établi à 2.774,2 milliards de FCFA en 2007, contre 2.677,4 milliards de FCFA en 2006, soit une hausse de 3,6%. En terme nominal, le PIB s'est situé à 3.230,6 milliards de FCFA en 2007, contre 3.017,6 milliards de FCFA un an plus tôt, en progression de 7,1%. Cette croissance de l'économie burkinabè

est imputable aux secteurs secondaire et tertiaire, le secteur primaire ayant enregistré une baisse de son rythme de croissance par rapport à 2006, en raison essentiellement de la contraction de la production du coton graine et des céréales.

Au niveau du secteur primaire, la production agricole s'est inscrite en baisse en 2007 (-4,3%), en liaison essentiellement avec une mauvaise répartition spatio-temporelle de la pluviométrie. Ainsi, la production céréalière est ressortie à 3.088.811 tonnes, contre 3.680.674 tonnes en 2006, soit une baisse de 16,1%, contre une légère hausse de 0,9% une année plus tôt. S'agissant du coton graine, la production s'est élevée à 355.672 tonnes pour la campagne 2007/2008, contre 648.998 tonnes en 2006/2007, soit un repli de 45,3%, après avoir enregistré une forte croissance de 52,7% la campagne précédente.

En ce qui concerne le sous-secteur de l'Élevage et de la Pêche, les effets conjugués de la reconstitution des pâturages et des points d'eau, ainsi que la poursuite des actions de promotion des entreprises d'élevage, ont entraîné une progression relative des effectifs du cheptel, qui se sont établis à 65,3 millions de têtes en 2007 contre 63,7 millions de têtes en 2006, et des quantités produites en ressources halieutiques, estimés à 10.500 tonnes en 2007, contre 9.505 tonnes en 2006.

Quant au secteur secondaire, sa valeur ajoutée s'est inscrite en hausse, en liaison notamment avec le dynamisme de l'activité minière et les grands chantiers des BTP. De ce fait, la valeur ajoutée s'est accrue de 8,1% en 2007, contre 5,5% en 2006, en progression de 2,6 points de pourcentage par rapport à son rythme de croissance de 2006.

Sous l'effet induit de l'expansion des activités dans le secteur secondaire et de l'organisation de manifestations culturelles (20^{ème} édition du Festival Panafricain du Cinéma et de la télévision de Ouagadougou), des rencontres internationales (Conférences des Chefs d'Etat de la CEDEAO et de ceux de l'UEMOA, réunions du Conseil des Ministres de l'UEMOA, Conférence internationale sur les nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication) ainsi que la tenue d'élection législatives (mai 2007), la valeur ajoutée réelle du secteur tertiaire s'est accrue de 5,6% en 2007.

L'année 2007 a été caractérisée par une contraction du niveau général des prix à la consommation mesuré en moyenne annuelle. Ainsi, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est ressorti en baisse de 0,3% par rapport à 2006, contre une hausse de 2,4% en 2006. Cette évolution de l'inflation provient principalement du repli sensible des prix des produits alimentaires, à la faveur du bilan céréalier satisfaisant enregistré en 2006, dont l'impact a été atténué par l'envolée des prix des produits pétroliers.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat, marquée par la cession de 51% des actifs de l'ONATEL pour un montant de 144,3 milliards de FCFA à un investisseur non-résident, s'est soldée à fin décembre 2007, par un déficit base engagement de 184,2 milliards de FCFA et un déficit base caisse de 170,1 milliards de FCFA. Pour le financement de ses opérations, l'Etat a bénéficié de concours de ses partenaires extérieurs pour un montant de 92,9 milliards au titre des prêts projets et 21,5 milliards de FCFA de crédits budgétaires, lui permettant notamment de se désengager au plan intérieur, à hauteur de 49,1 milliards de FCFA. Le solde budgétaire de base est ressorti déficitaire de 5,8% du PIB contre -5,0% du PIB en 2006.

L'évolution de la situation des institutions monétaires en 2007 a été caractérisée par un accroissement des avoirs extérieurs nets de 85,2%, une baisse du crédit intérieur de 11,6% et une expansion de la masse monétaire de 22,9%. Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 409,3 milliards de FCFA à fin décembre 2007 contre 221,0 milliards de FCFA l'année précédente, soit une hausse de 188,3 milliards de FCFA, imputable aussi bien à la Banque Centrale qu'aux banques, en

raison principalement de la cession de 51% de l'ONATEL à MAROC-TELECOM, la mobilisation de ressources extérieures en appui au Programme économique et financier soutenu par les institutions de Bretton Woods, ainsi qu'aux rapatriements des recettes d'exportation par les banques intermédiaires agréés. Le crédit intérieur a reculé de 59,3 milliards de FCFA en glissement annuel, pour se situer à 452,9 milliards de FCFA à fin décembre 2007 contre 512,2 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution est imputable à l'amélioration de la PNG de 63,5 milliards de FCFA, légèrement atténuée par la hausse des crédits à l'économie (+4,3 milliards de FCFA). Suivant l'évolution globale de ses contreparties, la masse monétaire s'est établie à 813,3 milliards de FCFA à fin décembre 2007 contre 661,0 milliards de FCFA à fin décembre 2006, soit une augmentation de 152,3 milliards de FCFA (+22,9%), imputable aussi bien aux dépôts dans les banques (+91,2 milliards de FCFA, soit +17,6%), qu'à la circulation fiduciaire (+60,4 milliards de FCFA, soit +42,6%).

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Burkina Faso ont dégagé en 2007, un solde excédentaire de 188,1 milliards de FCFA contre +49,6 milliards de FCFA en 2006.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements au cours des cinq dernières années fait apparaître les évolutions ci-après :

Graphique n°1 : Evolution du solde global de la Balance des Paiements de 2003 à 2007

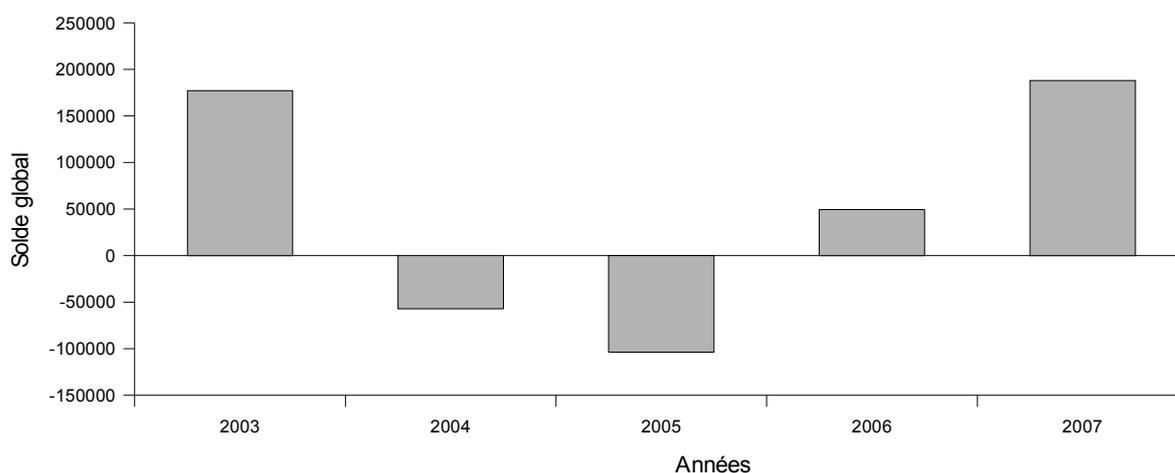


Tableau n°2 : Présentation résumée de la balance des paiements entre 2003 et 2007

(en millions de FCFA)

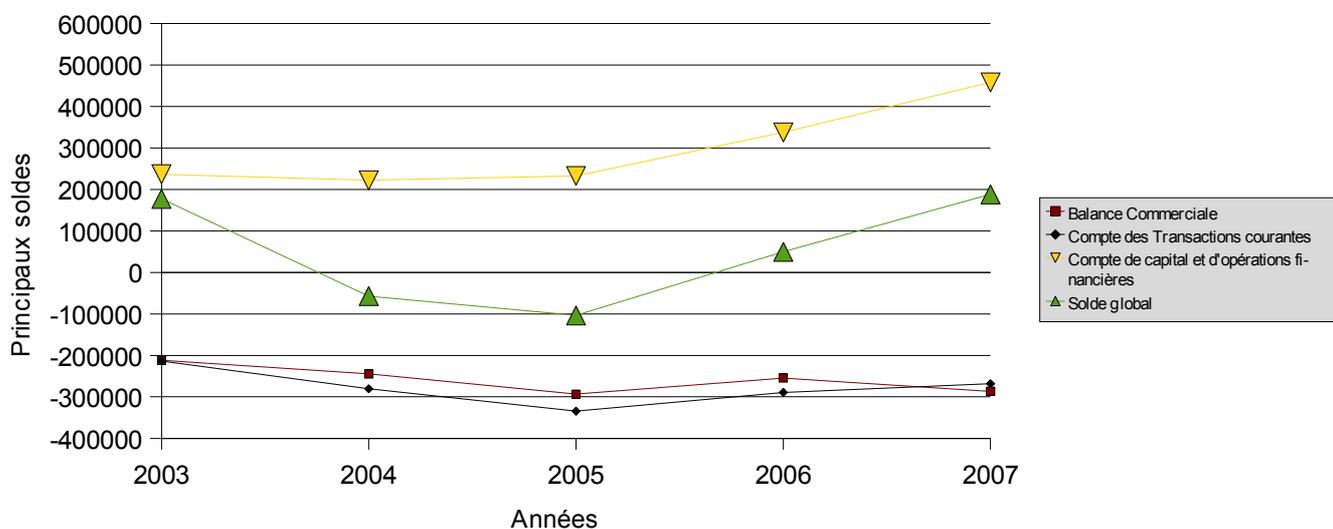
Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Balance des biens	-212 030	-244 710	-293 427	-254 452	-286 584
. marchandises générales	-212 162	-246 710	-294 551	-259 583	-299 087
. autres biens	+132	+2 000	+1 124	+5 131	+12 503
Balance des services dont :	-108 890	-120 656	-154 089	-167 033	-173 945
. fret et assurances	-83 626	-93 371	-115 628	-127 402	-132 636
. voyages	-3 716	+678	+509	-1 142	-881
Balance des revenus dont :	-14 948	-16 222	-10 851	-1 208	-1 124
. intérêts sur dette publique	-11 684	-12 631	-11 755	-12 270	-6 695
Balance des biens, services et revenus	-335 868	-381 588	-458 367	-422 693	-461 653
Transferts courants sans contrepartie	+122 475	+101 050	+123 814	+133 382	+193 266
A) Balance des transactions courantes	-213 393	-280 538	-334 553	-289 311	-268 387
B) Compte de capital et d'opéra. financières (Financement exceptionnel*)	+236 502 (+24 686)	+222 030 (+25 219)	+232 515 (+24 109)	+337 446 (+23 660)	+457 923
Ajustement suite révision circulation fiduciaire** Erreurs et omissions	+159 789 -2 799	- +1 518	- -1 671	- +1 416	- -1 455
Solde global	+177 297	-56 990	-103 709	+49 551	+188 081
C) Avoirs et engagements extérieurs	-177 297	+56 990	+103 709	-49 551	-188 081
. autorités monétaires	-209 203	+61 326	+68 252	-37 837	-134 194
. banques	+31 906	-4 336	+35 457	-11 714	-53 887

Source : BCEAO

(*) Pour mémoire allègement initiative PPTTE. En 2006, initiative PPTTE et IADM.

(**) Rupture de série en 2003 des avoirs et des engagements, suite à la révision, à cette date, des données de la circulation fiduciaire.

Graphique n°2 : Evolution des principaux soldes de la Balance des Paiements de 2003 à 2007



II – PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'évolution de la balance des paiements, élaborée conformément à la méthodologie de la 5^{ème} édition du manuel du FMI, résumée dans le tableau ci-après, indique un compte courant déficitaire dont les effets sont atténués par un compte de capital et d'opérations financières excédentaire. A l'instar de l'année 2006, le solde global ressort excédentaire en 2007.

**Tableau n°3 : Présentation détaillée de la balance des paiements en 2006 et 2007
(en millions de FCFA)**

Rubriques	2006			2007		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Biens	307 601	562 053	-254 452	298 560	585 144	-286 584
. Marchandises générales	297 731	557 314	-259 583	282 404	581 491	-299 087
. Autres biens	9 870	4 739	+5 131	16 156	3 653	+12 503
Services	39 472	206 505	-167 033	43 804	217 749	-173 945
. Transports	1 099	116 331	-115 232	2 333	123 256	-120 923
dont fret		98 969	-98 969	32	103 067	-103 035
. Voyages	27 495	28 637	-1 142	26 870	27 751	-881
. Services fournis ou reçus par adm.	2 719	7 476	-4 757	3 615	5 991	-2 376
. Autres services	8 159	54 061	-45 902	10 986	60 751	-49 765
dont assurances	65	29 573	-29 508	226	31 964	-31 738
Revenus	31 626	32 834	-1 208	30 373	31 497	-1 124
. Revenus des salariés	3 829	7 718	-3 889	3 804	7 562	-3 758
. Revenus des investissements	27 797	25 116	2 681	26 569	23 935	2 634
dont intérêts sur dette publique		12 270	-12 270		6 695	-6 695
Transferts courants	174 108	40 726	+133 382	233 811	40 545	+193 266
. Administrations publiques	92 621	1 334	91 287	139 544	1 289	138 255
. Autres secteurs	81 487	39 392	42 095	94 267	39 256	55 011
Balance des transactions courantes	552 807	842 118	-289 311	606 548	872 885	-268 387
Compte de capital	818 754	28	+818 734	140 193	21	+140 172
. Administrations publiques	796 724	-	+796 724	114 673	-	+114 673
. Autres secteurs	22 030	-	+22 030	25 515	-	+25 515
Compte d'opérations financières	325 360	806 648	-481 288	505 599	187 848	+317 751
Compte de capital et d'opérations fin.	1 144 122	806 676	337 446	645 792	187 869	457 923
Erreurs et omissions nettes	1 416		1 416		1 505	-1 455
Solde global	1890981	1 841 430	49 551	1 261 182	1 073 101	188 081
Avoirs et engagements extérieurs	72 325	121 876	-49 551	76 120	264 201	-188 081
- Autorités monétaires	37 054	74 891	-37 837	51 434	185 628	-134 194
- Banques	35 271	46 985	-11 714	24 686	78 573	-53 887

Source : BCEAO

II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des paiements courants regroupe la balance des biens, des services et revenus ainsi que la balance des transferts courants sans contrepartie.

En 2007, le solde de la balance des paiements courants s'est situé à -268.387 millions de FCFA contre -289.311 millions de FCFA une année plus tôt, soit une amélioration de 7,2% due à celle de la balance des transferts courants.

Tableau n°4 : Evolution de la balance des transactions courantes
(en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Biens (FOB-FOB)	-212 030	-244 710	-293 427	-254 452	-286 584
Services	-108 890	-120 656	-154 089	-167 033	-173 945
Revenus	-14 948	-16 222	-10 851	-1 208	-1 124
Transferts courants sans contrepartie	+122 475	+101 050	+123 814	+133 382	+193 266
Balance des transactions courantes	-213 393	-280 538	-334 553	-289 311	-268 387

Source : BCEAO

II.1.1 - EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur marchandises générales, les grosses réparations ainsi que divers biens dont l'or non monétaire. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB tandis que les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Pour répondre aux besoins de la balance des paiements, des retraitements ont été effectués sur les statistiques douanières du commerce extérieur. Il s'agit notamment de la prise en compte des mouvements d'entrepôts. Ainsi, le commerce général, fondé sur le concept de frontière nationale, est obtenu en ajoutant aux données du commerce spécial, les entrées en entrepôts et en déduisant les mises à la consommation en suite d'entrepôts. Par ailleurs, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA, qui ont permis de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges communautaires et une meilleure évaluation du commerce non-contrôlé, ont été pris en compte.

Enfin, des ajustements de valeur et de champ ont été effectués pour prendre en compte l'ensemble des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

**Tableau n°5 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens
(en millions de FCFA)**

Exportations	Nature des opérations	Importations
259 472	Statistiques douanières FOB – CAF (*) ¹	804 264
	Entrées en entrepôts (*)	62 530
	Mise à la consommation en suite d'entrepôts (*)	-200 579,3
89,0	Ajustements autres biens (or non monétaire)	
38 791,0	Commerce non contrôlé ²	21 312,0
208,0	Ajustements de valeurs	26 299,3
	Fret et assurances	-128 682
298 560	Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB - FOB)	585 144

(*) Sources : INSD , BCEAO

II.1.1.1 - Evolution des statistiques du commerce extérieur

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les transactions sur biens avec le reste du monde se sont soldées en 2007, par un déficit de 286.584 millions de FCFA, contre un déficit de 254.452 millions de FCFA une année plus tôt, soit une détérioration de 12,6%. Cette dégradation provient d'une croissance des importations plus forte que celle des exportations.

Tableau n° 6 : Evolution des exportations et des importations

Année	Exportations (en millions de FCFA)	Importations (en millions de FCFA)	Solde (en millions de FCFA)	Variations (en %)
2003	186 271	398 301	-212 030	+0,5
2004	253 197	497 907	-244 710	+15,4
2005	247 094	540 521	-293 427	+19,9
2006	307 601	562 053	-254 452	-13,3
2007	298 560	585 144	-286 584	+12,6

Source : BCEAO

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 51,0% en 2007 contre 54,7% en 2006, soit une détérioration de 3,7 points qui s'explique par un taux d'accroissement des importations plus important que celui des exportations.

II.1.1.2 - Importations de biens

Le tableau ci-dessous retrace la présentation détaillée des importations telles qu'elles ressortent des statistiques fournies par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) en 2006 et 2007.

1 Les exportations sont exprimées FOB et les importations CAF.

2 Estimations intra-UEMOA du Commerce non contrôlé faites par la Cellule Sous-Régionale de réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA auxquelles ont été ajoutées les données évaluées par la BCEAO du commerce non officiel entre le Burkina Faso et le Ghana et le Nigeria.

Tableau n°7 : Présentation détaillée des importations CAF (Statistiques INSD)

Intitulés	Quantités (Tonnes)		Variations (en %)	Valeurs (en millions de FCFA)		Variations (en %)	Structure (en %)
	2006	2007		2006	2007		
Produits alimentaires (dont céréales)	457.904	688.728	50,4	69.660	101.520	45,7	12,6
	396.691	350.663	-11,6	57.132	49.785	-12,9	6,2
Boissons et tabacs	20.807	90.270	333,8	17.019	26.703	56,9	3,3
Produits pétroliers	327.333	368.301	12,5	198.108	250.918	26,7	31,2
Matières premières	195.862	130.958	-33,1	63.407	62.440	-1,5	7,8
Graisses et huiles	21.489	4.298	-80,0	7.879	2.001	-74,6	0,2
Machines et appareils	29.705	21.290	-28,3	100.867	66.786	-33,8	8,3
Matériel de transport	44.392	63.887	43,9	48.758	65.693	34,7	8,2
Produits chimiques	240.188	178.591	-25,1	74.128	77.819	5,0	9,7
Papiers, cartons, articles de librairie	15.941	19.433	21,9	9.766	15.820	62,0	2,0
Tôle, fer, fonte, acier	143.780	15.960	-88,9	46.752	18.489	-60,5	2,3
Chaux, clinker, ciments	613.729	604.433	-1,5	37.237	28.283	-24,0	3,5
Fils et tissus	17.848	12.812	-28,2	10.529	7.212	-31,5	0,9
Autres articles	168.393	40.150	-76,2	101.116	80.579	-20,3	10,0
Total	2.297.371	2.433.574	5,9	785.226	804.264	2,4	100

Source : INSD

Entre 2006 et 2007, les importations ont enregistré une hausse en volume de 5,9% en passant de 2.297.371 tonnes en 2006 à 2.433.574 tonnes, en liaison avec l'augmentation des principaux postes de produits importés, notamment les « boissons et tabacs » (+333,8%), les « produits alimentaires » (+50,4%), le « matériel de transport » (+43,9%), les « papiers, cartons et articles de librairie » (+21,9%) et les « produits pétroliers » (+12,5%). En revanche, les quantités importées des postes « tôles, fer, fonte, acier », « graisses et huiles », « matières premières », « machines et appareils », « fils et coton » et « produits chimiques » ont baissé respectivement de 88,9%, 80,0%, 33,1%, 28,3%, 28,2%, et 25,6%, sur la même période. En particulier pour les produits pétroliers, il convient d'indiquer que la hausse des quantités importées est en partie liée aux besoins de ré-exportation à destination de certains pays voisins.

En valeur, les importations se sont accrues de 2,4% en passant de 785.226 millions de FCFA en 2006 à 804.264 millions de FCFA en 2007. Cette progression est imputable principalement aux « papiers, cartons et articles de librairie » (+62,0%), « boissons et tabacs » (+56,9%), « produits alimentaires » (+45,7%) et au « matériel de transport » (+34,7%). Par contre, les montants des postes « graisses et huiles », « tôles, fer, fonte, acier », « machines et appareils », « fils et tissus » et « chaux, clinker, et ciments » se sont contractés respectivement de 74,6%, 60,5%, 33,8%, 31,5% et 24,0%.

**Tableau n° 8 : Evolution des parts relatives dans les importations entre 2003 et 2007
(en pourcentage)**

Groupes de produits	2003	2004	2005	2006	2007
Produits alimentaires (dont céréales)	9,9	8,8	10,3	8,9	12,6
Boissons et tabacs	2,8	4,0	2,7	2,2	3,3
Produits pétroliers	11,3	12,8	15,8	25,2	31,2
Matières premières	6,4	6,5	7,0	8,1	7,8
Graisses et huiles	0,8	0,6	1,3	1,0	0,2
Machines et appareils	14,9	14,7	14,0	12,8	8,3
Matériel de transport	9,9	8,7	7,5	6,2	8,2
Produits chimiques	10,0	10,5	10,0	9,4	9,7
Papiers, cartons, articles de librairie	2,1	2,0	1,5	1,2	2,0
Tôles, fer, fonte acier	5,6	6,5	6,4	6,0	2,3
Chaux, clinker, ciments	4,8	4,9	5,2	4,7	3,5
Fils et tissus	2,3	1,9	1,6	1,3	0,9
Autres articles non déclarés ailleurs	19,3	18,2	16,6	12,9	10,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSD

Dans l'ensemble, tout comme les années précédentes, la structure des importations en valeur demeure dominée par cinq (05) principaux groupes de produits. Pour l'année 2007, les « produits pétroliers » occupent la première place avec 31,2% du total des importations, suivis des « produits alimentaires » (12,6%), « produits chimiques » (9,7%), « machines et appareils » (8,3%) et « matériel de transport » (8,2%). En particulier pour 2007, la valeur relative des « produits alimentaires » importées a été importante, en relation notamment avec le renchérissement de ces biens au niveau international, induit par la crise alimentaire mondiale.

Graphique n°3 : Evolution des parts relatives dans les importations CAF en 2007

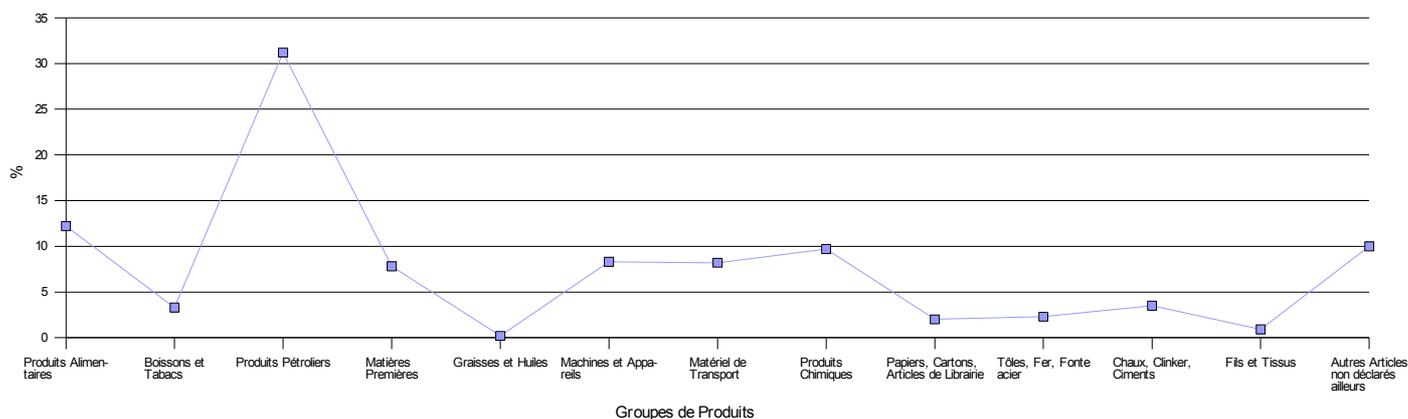


Tableau n° 9 : Répartition géographique des importations (CAF)³

	2006	2007	2006	2007
Régions	(en millions de FCFA)		(Part relative en %)	
Europe dont :	256.818	188.948	32,7	23,5
- Union Européenne dont :	233.344	171.243	29,7	21,3
. France	135.889	96.602	17,3	12,0
. Espagne	8.399	10.770	1,1	1,3
. Allemagne	9.292	8.821	1,2	1,1
. UEBL ⁴	32.415	28.090	4,1	3,5
. Italie	11.446	10.309	1,5	1,3
. Pays-Bas	7.022	4.919	0,9	0,6
. Royaume-Uni	3.184	3.862	0,4	0,5
. Danemark	2.199	3.156	0,3	0,4
- Autres pays d'Europe	23.474	17.706	3,0	2,2
Afrique dont :	305.956	389.134	39,0	48,4
- CEDEAO :	294.746	362.179	37,5	45,0
* UEMOA	243.091	301.528	31,0	37,5
. Bénin	4.841	27.529	0,6	3,4
. Côte-d'Ivoire	183.112	191.624	23,3	23,8
. Guinée-Bissau	0	0	0,0	0,0
. Mali	7.154	5.964	0,9	0,7
. Niger	1.223	1.131	0,2	0,1
. Sénégal	13.760	13.886	1,8	1,7
. Togo	33.001	61.393	4,2	7,6
* Autres pays CEDEAO :	51.655	60.651	6,6	7,5
. Gambie	25.0	0	0,0	0,0
. Ghana	48.011	59.173	6,1	7,4
. Guinée Conakry	139.0	120	0,0	0,0
. Libéria	33	0	0,0	0,0
. Nigéria	3.347	1.311	0,4	0,2
. Sierra Léone	98	47	0,0	0,0
- Autres pays africains	25.956	26.955	3,3	3,4
Amérique dont :	43.402	37.661	5,5	4,7
. USA	25.402	24.666	3,2	3,1
. Brésil	8.989	5.487	1,1	0,7
. Canada	2.533	6.476	0,3	0,8
. Argentine	430	190	0,1	0,0
Asie dont :	177.073	185.417	22,6	23,1
. République de Chine	40.021	73.961	5,1	9,2
. Japon	17.119	11.700	2,2	1,5
. Inde	37.975	57.653	4,8	7,2
. Pakistan	9.581	9.500	1,2	1,2
. Thaïlande	15.780	8.275	2,0	1,0
. Vietnam Nord	2.404	1.371	0,3	0,2
. Taïwan	5.788	1.49	0,7	0,2
Autres pays	1.975	3.104	0,3	0,4
TOTAL	785.226	804.264	100	100

Sources : INSD et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

3 Les importations en provenance des pays de l' UEMOA en 2007 ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

4 Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

La répartition par provenance des importations du Burkina Faso en 2007 reste globalement conforme à celle des quatre années précédentes : les pays d'Afrique demeurent les principaux fournisseurs (48,4%), suivis de ceux d'Europe (23,5%), d'Asie (23,0%), d'Amérique (4,7%) et enfin d'Océanie (0,4%). Par rapport à 2006, la structure des importations par origine est marquée en 2007 par le renforcement des parts des pays d'Afrique (+9,4 points) et d'Asie (+0,5 point) au détriment des pays de l'Europe (-9,2 points) et de ceux d'Amérique (-0,8 point).

II.1.1.3 - Exportations de biens

Sur la base des statistiques de l'INSD, les exportations du Burkina Faso ont enregistré une hausse de 6,8% en passant de 242.989 millions de FCFA en 2006 à 259.472 millions de FCFA en 2007. Cette évolution s'explique principalement par la progression des exportations en valeur des « machines et matériels de transports » (+199,7%), des « amendes de karité et autres oléagineux » (+101,2%) et des « produits énergétiques » (+52,9%)⁵.

Le tableau ci-après présente, de façon détaillée, la situation des exportations tirées des statistiques de l'INSD en 2006 et 2007.

Tableau n° 10 : Présentation détaillée des exportations⁶

	Quantités		Variation	Valeurs		Variation
	(Tonnes)		(en %)	(en millions de FCFA)		(en %)
	2006	2007		2006	2007	
Animaux vivants	10.171	12.399	21,9	3.213	4.721	46,9
Viandes et abats	0	0	90,6	0	1	204,8
Cuir et peaux	92	23	-74,6	47	14	-70,5
Fruits et légumes	38.603	23.966	-37,9	4.031	1969	-51,2
Coton en masse	279.558	248.863	-11,0	161.418	141.148	-12,6
Amandes de karité et autres oléagineux	222.235	221.551	-0,3	14.257	28.691	101,2
Ouvrages en caoutchouc	164	264	61,5	118	153	30,2
Or non monétaire	1	1	14,0	4.676	4.615	-1,3
Machines, appareils et Matériels de transport	2.726	3.938	44,5	4.006	12.006	199,7
Produits énergétiques	54.245	157.589	190,5	20.618	31.532	52,9
Fils et tissus	4.153	1.916	-53,9	5.207	1.588	-69,5
Graisses et huiles	12.783	5.553	-56,6	4.957	2.706	-45,4
Céréales	54.462	33.020	-99,5	4.888	2.590	-47,0
Tabacs	476	624	31,2	3.773	4.731	25,4
Sucres et sucreries	6	253	4.494,7	1.781	695	-61,0
Boissons	1.374	1.515	10,3	408	1.068	-161,5
Divers	54.860	91.834	67,4	9.591	21.243	121,5
TOTAL	735.907	803.311	9,2	242.989	259.472	6,8

Source : INSD

⁵ En ce qui concerne les « machines et matériels de transport » et les « produits énergétiques », il s'agit essentiellement de réexportations.

⁶ -Viandes et abats ressortent en 2006 à 53 kg (soit 410.952 FCFA) et en 2007 à 101 kg (soit 1,3 millions FCFA).
- Or non monétaire ressort en 2006 à 727 kg et en 2007 à 829 kg.

Graphique n°4 : Détails des exportations en 2007

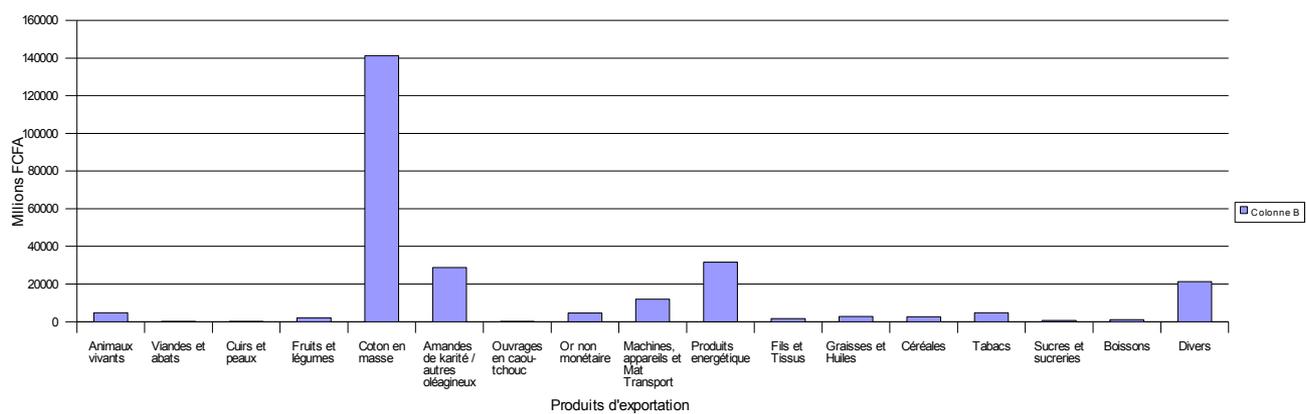


Tableau n° 11 : Destination des exportations du Burkina Faso⁷

Régions	2006	2007	2006	2007
	(en millions de FCFA)		(Part relative en %)	
Europe dont :	44.938	26.714	18,5	10,3
- Union Européenne	25.512	22.778	10,5	8,8
dont :				
. France	9.109	8.512	3,7	3,3
. UEBL	9.520	8.658	3,9	3,3
. Italie	1.633	1.218	0,7	0,5
. Royaume-Uni	1.982	1.215	0,8	0,5
. Allemagne	2.174	2.552	0,9	1,0
. Espagne	190	382	0,1	0,1
- Autres pays d'Europe	19.427	3.936	8,0	1,5
Afrique dont :	73.444	117.854	30,2	45,4
- UEMOA dont:	30.128	68.536	12,4	26,4
. Bénin	1.073	7.228	6,6	2,8
. Côte d'Ivoire	16.123	24.325	2,5	9,4
. Guinée Bissau	0	2	1,7	0,0
. Mali	6.064	16.773	1,1	6,5
. Niger	4.145	7.932	0,4	3,1
. Sénégal	43	696	0,0	0,0
. Togo	2680	11.581	0,0	4,5
Ghana	30.065	35.299	12,4	13,6
Nigeria	382	186	0,2	0,1
Amérique dont :	750	704	0,3	0,3
. USA	388	415	0,2	0,2
. Mexique	0	6	0,0	0,0
. Canada	0	177	0,0	0,1
. Guadeloupe	3	0	0,0	0,0
Asie dont :	123.832	114.194	51,0	44,0
. Singapour	29.622	23.943	12,2	9,2
. Japon	10.167	25.180	4,2	9,7
. Rép. Pop. de Chine	46.598	51.339	19,2	19,8
. Inde	10.028	13.521	4,1	5,2
Autres pays	24	6	0,0	0,0
TOTAL	242.989	259.472	100	100

Sources : INSD et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

Comme en 2006, les pays d'Afrique et ceux de l'Asie constituent les principales destinations des produits exportés par le Burkina Faso avec des parts respectives de 45,4% et 44,0% en 2007. En effet, l'année 2007 a connu une ouverture plus accrue vers les pays d'Afrique (+15,2 points) au détriment de ceux d'Europe (-8,2 points) et d'Asie (-7,0 points), les pays d'Amérique ayant connu une quasi stabilité. Ainsi, les pays d'Asie et d'Europe ont absorbé 44,0% et 10,3% des exportations en 2007 contre respectivement 51,0% et 18,5% en 2006.

⁷ Les exportations à destination des pays de l' UEMOA en 2007 ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

II.1.2 - BALANCE DES SERVICES

La balance des services regroupe les transports, les voyages et les autres services.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services s'est détérioré de 4,1% en passant de -167.033 millions de FCFA en 2006 à -173.945 millions de FCFA en 2007. Cette évolution s'explique essentiellement par la dégradation du solde de l'ensemble des principales rubriques du poste des services notamment les transports (-5.691 millions de FCFA).

**Tableau n° 12 : Evolution du solde de la balance des services
(en millions de FCFA)**

Années	Solde	Variation
2003	-108.890	+50,2%
2004	-120.656	+10,8%
2005	-154.089	+27,7%
2006	-167 033	+8,4%
2007	-173.945	+4,1

Source : BCEAO

II.1.2.1 – Les transports

La rubrique des transports comprend principalement les transports de passagers et de marchandises. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des transports de 2003 à 2007.

**Tableau n° 13 : Evolution du solde de la balance des transports
(en millions de FCFA)**

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Transports	-71 942	-84 495	-109 571	-115 232	-120.923
- Passagers	-3 384	-8 211	-14 162	-14 292	-14 313
- Fret	-67 755	-74 894	-93 058	-98 969	-103 035
- Autres	-803	-1 390	-2 351	-1 971	-3 575
Fret/Importations CAF, Commerce général (%)	14,7	16,2	14,1	12,6	12,8

Source : BCEAO

En passant de -115.232 millions de FCFA en 2006 à -120.923 millions de FCFA en 2007, le solde déficitaire des flux de paiements au titre des transports s'est détérioré de 4,9%, en grande partie sous l'effet d'une hausse des paiements nets aux non-résidents du fret sur les marchandises.

Cette rubrique « fret » qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures nationales au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes au titre du transport de marchandises au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressortie déficitaire en 2007 de 103.035 millions de FCFA contre -98.969 millions de FCFA en 2006. L'accroissement de ce déficit en 2007 est en liaison avec l'évolution des importations et des cours mondiaux du baril de pétrole.

II.1.2.2 – Les voyages

Le poste « voyages » regroupe les voyages à titre professionnel et ceux à titre personnel. Il recense au crédit les dépenses effectuées au Burkina Faso par les hommes d'affaires et les touristes étrangers, et au débit les dépenses faites par des hommes d'affaires et touristes burkinabè lors de leur séjour à l'étranger. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des « voyages » entre 2003 et 2007.

**Tableau n° 14 : Evolution du solde des voyages
(en millions de FCFA)**

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Voyages	-3 716	+678	-509	-1 142	-881
-à titre professionnel	-2 716	+467	-985	+183	-2 268
-à titre personnel	-1 000	+211	+476	-1 325	+1 387

Source : BCEAO

Le solde des voyages s'est amélioré de 261 millions de FCFA en passant de -1.142 millions de FCFA en 2006 à -881 millions de FCFA en 2007 à la suite d'une hausse importante des entrées nettes au titre des voyages personnels (2.712 millions de FCFA), plombée par la baisse de 2.451 millions de FCFA enregistrée en net, au titre des voyages professionnels. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des entrées de touristes étrangers, à la faveur de la redynamisation du secteur du tourisme, de la tenue de grandes manifestations culturelles telle que le FESPACO et de l'amélioration de la desserte du pays.

II.1.2.3 –Autres services

La rubrique « autres services » regroupe les services de communication, les services d'assurance et divers services spécialisés effectués entre entreprises (services d'information et d'informatique, de publicité, services juridiques etc.), ainsi que les services fournis ou reçus par les administrations.

Le solde de cette rubrique est passé de -50.659 millions de FCFA en 2006 à -52.141 millions de FCFA en 2007, enregistrant ainsi une dégradation de 2,9% due essentiellement aux services d'assurance notamment l'assurance de fret de marchandise (-4,1%). Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde de la rubrique « autres services » sur la période 2003 à 2007.

**Tableau n° 15 : Evolution du solde des « autres services »
(en millions de FCFA)**

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Autres Services	-33 232	-36 839	-44 009	-50 659	-52 141
. Assurances	-16 783	-19 350	-23 638	-29 508	-31 738
. Communication	-1 481	-1 879	-450	-1 067	-576
. Serv. fournis ou reçus par les adm.	-3 815	-4 645	-4 316	-4 757	-2 376
. Autres services aux entreprises et divers autres	-11 153	-10 965	-15 605	-15 327	-17 451

Source : BCEAO

II.1.3 – BALANCE DES REVENUS

Le poste des « revenus » enregistre les flux relatifs à la rémunération des salariés et aux revenus des investissements. Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

Au crédit :

- Les salaires versés par des entreprises non-résidentes, des organisations internationales ainsi que par des représentations diplomatiques à des travailleurs résidents burkinabè ;
- Les revenus perçus par des résidents burkinabè sur les titres de participation et les titres de créances détenus sur l'étranger ;

Au débit :

- les rémunérations versées par des entreprises résidentes à des non-résidents ;
- les dividendes et bénéfices payés à des non-résidents et les intérêts payés au titre de la dette extérieure publique et privée.

En 2007, le solde du poste "Revenus" est ressorti débiteur de 1.124 millions de FCFA contre -1.208 millions de FCFA en 2006, soit une amélioration de 7,0% provenant à la fois d'une diminution nette des paiements extérieurs au titre des revenus du travail (-131 millions de FCFA) et des revenus des investissements (-47 millions de FCFA), en liaison avec la baisse des intérêts payés au titre de la dette extérieure publique. Le repli des intérêts fait suite à la réduction de l'encours de la dette extérieure publique dans le cadre de l'IADM.

**Tableau n° 16 : Evolution du solde du poste « Revenus »
(en millions de FCFA)**

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Solde des revenus	-14 948	-16 222	-10 851	-1 208	-1 124
. Revenus du travail	-1 163	-3 654	-3 626	-3 889	-3 758
. Revenus du capital dont	-13 785	-12 568	-7 225	2 681	2 634
Intérêts payés/dette extérieure publiqu.	(-11 684)	(-12 631)	(-11 755)	(-12 270)	(-6 695)

Source : BCEAO

II.1.4 - BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants sans contrepartie recensent les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers et burkinabè ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

Les transferts courants sans contrepartie se subdivisent en transferts privés et en transferts des administrations publiques.

**Tableau n° 17 : Evolution du solde de la balance des transferts courants
sans contrepartie de 2003 à 2007 (en millions de FCFA)**

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Transferts privés courants sans contrepartie	+18 142	+19 752	+27 854	+42 095	+55 011
Transferts publics courants Sans contrepartie	+104 333	+81 075	+95 960	+91 287	+138 255
TOTAL	+122 475	+101 050	+123 814	+133 382	+193 266

Source : BCEAO

En s'établissant à 193.266 millions de FCFA en 2007 contre 133.382 millions de FCFA en 2006, les entrées nettes de transferts courants sans contrepartie ont enregistré une hausse de 44,9%, provenant aussi bien de la hausse des transferts publics (+46.968 millions de FCFA) que de celle des transferts privés (+12.916 millions de FCFA).

II.1.4.1 – Transferts courants privés

Les principales opérations enregistrées au crédit de ce poste sont l'épargne rapatriée par les travailleurs burkinabè émigrés, les pensions versées par la France aux anciens combattants et l'aide extérieure en nature et en espèces reçue par le secteur privé national.

Au débit, sont consignés notamment, les transferts d'économies sur salaires des travailleurs étrangers installés au Burkina Faso.

Tableau n° 18 : Evolution des principaux postes des transferts courants privés sans contrepartie de 2003 à 2007 (en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Crédit :	57 969	56 687	65 475	81 487	94 267
Dont économies sur salaires	26 500	21 090	26 097	31 694	36 610
Débit :	39 827	36 712	37 621	39 392	39 256
Dont économies sur salaires	38 958	35 793	36 810	37 291	37 105
SOLDE	+18 142	+19 975	+27 854	+42 095	+55 011

Source : BCEAO

Les entrées nettes de transferts courants privés sans contrepartie ont connu une hausse de 12.916 millions de FCFA en 2007 en s'établissant à 55.011 millions de FCFA contre 42.095 millions de FCFA une année plus tôt. Cette évolution découle principalement de l'augmentation des transferts reçus des travailleurs burkinabè émigrés (+15,5%) et de l'aide extérieure reçue par le secteur privé, notamment les ressources reçues par les ONG (+15,8%).

II.1.4.2- Transferts courants publics

Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

au crédit :

- les dons en nature et l'aide budgétaire reçus par le secteur public burkinabè ;
- les rémunérations versées au personnel de l'assistance technique en poste au Burkina Faso ;
- les amendes, impôts et taxes payés au Burkina Faso par des non-résidents ;

au débit :

- les contributions du Burkina Faso au fonctionnement des organismes inter-Etats et internationaux.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les entrées nettes au titre des transferts publics sans contrepartie, en ressortant à 138.255 millions de FCFA en 2007 contre 91.287 millions de FCFA en 2006, se sont inscrites en hausse de 51,5% sous l'effet de celle des dons budgétaires reçus de l'extérieur par le secteur public.

En s'établissant à 95.627 millions de FCFA en 2007 contre 57.641 millions de FCFA en 2006, les transferts reçus au titre des appuis budgétaires publics ont progressé de 65,9%.

Tableau n° 19 : Evolution des transferts courants publics sans contrepartie de 2003 à 2007 (en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Crédit	106 372	81 802	97 197	92 621	139 544
Débit	2 039	727	1 237	1 334	1 289
SOLDE	+104 333	+81 075	+95 960	+91 287	+138 255

Source : BCEAO

II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

II.2.1 – LE COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital recense les transferts de capital et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales etc.).

En 2007, le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 140.172 millions de FCFA contre 818.734 millions de FCFA en 2006, soit une baisse de 82,9%, expliquée principalement par la hausse exceptionnelle que ce poste a connue en 2006 sous les effets de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM).

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du compte de capital de 2003 à 2007.

Tableau n° 20 : Evolution du compte de capital de 2003 à 2007 (en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Transferts de capital	+119 575	+106 469	+110 686	+818 754	+140 188
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-23	-20	-16
SOLDE	+119 575	+106 469	+110 663	+818 734	+140 172

Source : BCEAO

II.2.2 – LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Ce poste recense les opérations relatives aux investissements directs, aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

En 2007, le solde du compte des opérations financières, selon la présentation optique BCEAO, est ressorti excédentaire de 317.751 millions de FCFA contre un déficit de 481.288 millions de FCFA en 2006, soit une hausse de 799.039 millions de FCFA provenant de l'ensemble des postes, particulièrement des Autres Investissement et des Investissements directs.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde du compte des opérations financières entre 2003 et 2007.

**Tableau n° 21 : Evolution du compte des opérations financières de 2003 à 2007
(en millions de FCFA)**

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Investissements directs	+15 811	+12 307	+18 117	+17 040	+164 537
Investissements de portefeuille	+860	-61	-1 111	-554	+3 613
Autres Investissements	+100 256	+103 315	+104 846	-497 774	+149 601
SOLDE	+116 927	+115 561	+121 852	-481 288	+317 751

Source : BCEAO

II.2.2.1 - Investissements directs

En 2007, les entrées nettes au titre des investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital social de la société, se sont établis à +164.537 millions de FCFA contre +17.040 millions de FCFA en 2006, soit une progression de 147.497 millions de FCFA, provenant principalement de l'opération de cession des parts de l'Etat dans le capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) à un investisseur direct étranger (Maroc-télécom). Cette cession s'est inscrite dans le cadre du processus de privatisation de l'office, dont la première phase, intervenue au cours de l'année 2007, a permis de céder le bloc stratégique de 51% du capital de la structure à Maroc Télécom, filiale à 53% du Groupe Vivendi, pour un montant de 144.310,5 millions de FCFA.

ENCADRE : LA NOTION D'INVESTISSEMENT DIRECT ET D'ENTREPRISE D'INVESTISSEMENT DIRECT

Les **investissements directs** recouvrent les investissements effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une société donnée. La détention des titres y afférents doit être nécessaire aux objectifs et au développement de l'entreprise à long terme.

Le critère retenu à cet égard par la 5^{ème} édition du manuel de la Balance des Paiements fixe le seuil de capital à détenir à 10% au moins.

Les **Investissements Directs Etranger (IDE)** sont un moyen de l'internationalisation des firmes. Ils consistent en des achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "**un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion**" d'une structure résidente d'une autre économie. Les IDE peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion.

Une **Entreprise d'Investissement Direct (EID)** est une structure dotée ou non de la personnalité morale, dans laquelle un investisseur direct non résident (personne physique, entreprise publique ou privée, administration publique, etc.) détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote.

La relation d'Investissement Direct s'étend aux **filiales**, aux entreprises **affiliées** et aux **succursales** des entreprises d'investissement direct.

Ainsi :

- une entreprise X est **Affiliée** ou **Apparentée** ("associate") à une entreprise N, si N détient au minimum 10% et au maximum 50% des parts du capital ;
- X est **Filiale** ("subsidiary") de N, si N détient plus de 50% des parts du capital de X ;
- X est **Succursale** ("branch") de N, si N détient 100% du capital de X.

Il ressort ainsi que :

- 1) l'entreprise X est **filiale** de l'entreprise **N** seulement si **N** détient plus de 50% du capital de X ou X est filiale d'une entreprise filiale de **N** ;
- 2) l'entreprise K est une **entreprise affiliée** ou **apparentée** de l'entreprise **N** seulement si **N** et filiales détiennent 10% ou plus des droits de votes de K et K n'est pas filiale de N, ou K est filiale d'une entreprise elle-même affiliée de **N**.

Au Burkina Faso, les principales opérations enregistrées au titre des investissements directs portent sur les :

- prises de participations dans des entreprises résidentes (capital social) ;
- bénéfiques réinvestis dans le cadre des investissements directs.

II.2.2.2 - Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital social de la société, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au plan de la comptabilisation, les diminutions d'avoirs et les augmentations d'engagements sont enregistrées au crédit tandis qu'au débit, sont recensées les augmentations d'avoirs et les diminutions d'engagements.

En 2007, les transactions au titre des investissements de portefeuille se sont traduites par un solde excédentaire de 3.613 millions de FCFA, contre -554 millions de FCFA une année plus tôt, soit une amélioration de 4.167 millions de FCFA, expliquée notamment par les emprunts à l'extérieur des structures minières, en liaison avec le regain de dynamisme du secteur.

II.2.2.3 - Autres Investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

En 2007, tout comme les années précédentes, les principales opérations enregistrées au crédit concernent les tirages sur la dette extérieure, tandis qu'au débit, sont recensés les remboursements dus au titre du principal de la dette extérieure.

Les tirages sur la dette extérieure publique (hors bons du trésor) se sont établis à 114.476 millions de FCFA et les remboursements à 15.172 millions de FCFA en 2007, contre respectivement 142.525 millions de FCFA et 639.470 millions de FCFA en 2006.

Les entrées nettes au titre de l'ensemble des "autres investissements" se sont élevées à +149.601 millions de FCFA en 2007 contre -497.774 millions de FCFA une année plus tôt, soit une progression de 647.375 millions de FCFA.

II.2.3 – EVOLUTION DES CAPITAUX MONETAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaire sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires.

En 2007, l'incidence de l'activité économique intérieure a été caractérisée au plan des relations financières extérieures par une progression des avoirs des institutions monétaires (+232.891 millions de FCFA) et une augmentation de leurs engagements (+44.810 millions de FCFA). Ainsi, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont sensiblement améliorés en s'établissant à +188.081 millions de FCFA en 2007 contre +49.551 millions de FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 138.530 millions de FCFA.

II.2.3.1 – Situation de la Banque Centrale

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en or monétaire et en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent essentiellement sur les recours aux crédits du FMI.

A l'instar de l'année précédente, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont augmenté de 63,9% (+134.194 millions de FCFA) pour s'établir à 344.184 millions de FCFA à fin décembre 2007. Cette évolution de la position extérieure de l'Institut d'émission s'explique par la hausse enregistrée au niveau des avoirs qui ont progressé de 182.826 millions de FCFA de 2006 à 2007, reflétant l'amélioration du déficit courant et surtout des opérations financières.

Le tableau ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale entre 2003 et 2007.

Tableau n° 22 : Evolution des avoirs et des engagements extérieurs de la Banque Centrale
(en millions de FCFA)

Rubriques	2003*	2004	2005	2006	2007
Avoirs	391 884	319 131	243 464	275 280	458 106
. Position de réserve	5 938	5 825	7 246	4 446	3 577
. DTS détenus	170	90	111	17	53
. Autres créances	385 776	313 216	237 827	270 817	453 342
<i>dont ajustement/Circulation fiduciaire</i>	<i>163 848</i>				
Engagements	90 153	78 726	71 311	65 290	113 922
. Recours aux crédits du FMI	68 414	58 865	55 625	17 399	16 702
. Banques et institutions étrangères	21 739	19 860	15 686	47 891	78 680
. Autres engagements					6 625
Avoirs extérieurs nets	301 731	240 405	172 153	209 990	344 184

Source : BCEAO

(*) Prise en compte des effets de la modification des données de la circulation fiduciaire

II.2.3.2 – Situation des banques

La position extérieure nette des Autres institutions monétaires (banques) correspond au solde de leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des Autres institutions monétaires fait ressortir en 2007, une hausse des avoirs extérieurs qui passent de 118.992 millions de FCFA à fin décembre 2006 à 169.057 millions de FCFA à fin décembre 2007, soit une progression de 42,1% (+50.065 millions de FCFA), accentuée par une contraction des engagements de 3,8% qui passent de 100.651 millions de FCFA à fin décembre 2006 à 96.829 millions de FCFA à fin décembre 2007.

Tableau n° 23 : Evolution des avoirs et des engagements extérieurs des Autres institutions monétaires (en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Avoirs	122 584	126 384	107 867	118 992	169 057
Engagements	84 836	84 300	101 240	100 651	96 829
Position extérieure nette	37 748	42 084	6 627	18 341	72 228

Source : BCEAO

II.2.3.3 – Avoirs Extérieurs Nets des institutions monétaires

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements d'un pays et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des Autres institutions monétaires.

Le tableau ci-après donne l'évolution des variations des avoirs extérieurs nets entre 2003 et 2006.

Tableau n° 24 : Evolution des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires de 2003 à 2007 (en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
- Banques	-31 906	+4 336	-35 457	+11 714	+53 887
- Banque Centrale	+209 203	-61 326	-68 252	+37 837	+134 194
TOTAL	+177 297	-56 990	-103 709	+49 551	+188 081

Source : BCEAO

III – LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

Tout comme la balance des paiements, la Position Extérieure Globale (PEG) retrace l'évolution des comptes extérieurs d'un pays. Toutefois, au contraire de la balance des paiements qui recense les variations d'avoirs et engagements extérieurs au cours d'une période annuelle, la PEG recense les stocks d'avoirs et d'engagements à une date donnée et généralement au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les créances des résidents sur l'extérieur, leurs engagements à l'égard des non-résidents, l'or monétaire ainsi que les DTS détenus par le pays.

A fin décembre 2007, la PEG du Burkina Faso ressort débitrice de 715.999 millions de FCFA, contre -548.291 millions de FCFA, soit une dégradation de 30,6% provenant d'une hausse des engagements de 47,5%, malgré la progression des avoirs de 69,5%.

**Tableau n° 25 : Position Extérieure Globale du Burkina Faso en 2006 et 2007
(en millions de FCFA)**

INTITULE	2006	2007
<u>Avoirs</u>	420 780	713 096
Investissements directs à l'étranger	4 201	4 386
Investissements de portefeuille	8 317	45 031
Titres de participation	3 375	4 562
Titres de créances	4 942	40 469
Autres investissements	134 327	206 707
Crédits commerciaux	71 687	44 544
Prêts	8 868	23 099
Monnaies fiduciaires et dépôts	48 304	61 212
Avoirs de réserve	273 935	456 972
Position de réserve FMI	4 446	3 577
DTS	17	53
Dépôts et monnaies étrangères	269 472	453 342
<u>Engagements</u>	969 071	1 429 095
Investissements directs dans l'économie	84 450	249 295
Investissements de portefeuille	1 450	24 345
Autres investissements	883 171	1 155 455
Prêts	653 212	755 727
Monnaie fiduciaire et dépôts	69 020	100 905
Crédits commerciaux	36 654	128 919
Autres engagements	124 285	169 904
Position Extérieure Globale	-548 291	-715 999

Source : BCEAO

III.1 – LES AVOIRS

L'ensemble des avoirs extérieurs du Burkina Faso s'élevait à 713.096 millions de FCFA à la fin de l'année 2007 contre 420.780 millions de FCFA en 2006, soit une hausse de 69,5% provenant d'une progression plus importante des avoirs de réserve, des autres investissements, des investissements de portefeuille et des investissements directs.

III.1.1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

Les investissements directs à l'étranger correspondent au stock des participations des agents économiques résidents dans les entreprises non-résidentes, pour lesquelles les montants des participations par société représentent au moins 10,0% du capital social.

A fin décembre 2007 les investissements directs à l'étranger s'élevaient à 4.386 millions de FCFA contre 4.201 millions de FCFA en 2006, soit une hausse de 4,4%.

III.1.2 – LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations des agents économiques résidents correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises étrangères ainsi que les opérations sur titres de créances détenus sur l'extérieur.

Les investissements de portefeuille à fin décembre 2007 se sont situés à 45.031 millions de FCFA contre 8.317 millions de FCFA une année plus tôt, soit une augmentation de 36.714 millions de

FCFA, due aussi bien à la hausse des titres de créances détenus sur l'extérieur (+34.877 millions de FCFA), qu'à celle des titres de participation détenus sur l'extérieur (+1.187 millions de FCFA).

III.1.3 – LES AUTRES INVESTISSEMENTS

La principale composante des autres investissements est constituée des dépôts des banques auprès de leurs correspondants étrangers et des monnaies étrangères qu'elles détiennent dans leurs caisses. A fin décembre 2007, les avoirs au titre des autres investissements sont ressortis à 206.707 millions de FCFA contre 134.327 millions de FCFA en 2006, à la suite d'une hausse des dépôts et monnaies fiduciaires (+12.908 millions de FCFA) et des prêts (+14.231 millions de FCFA), atténuée par une baisse des crédits commerciaux (-27.143 millions de FCFA).

III.1.4 – LES AVOIRS DE RESERVE

Les postes qui composent les avoirs de réserve sont la position de réserve au FMI, les DTS détenus, les dépôts et monnaies étrangères détenus par la Banque Centrale.

A fin décembre 2007, les avoirs de réserve ou réserves officielles de change ont atteint 456.972 millions de FCFA contre 273.935 millions de FCFA à fin 2006, soit une hausse de 66,8%. Sur cette base et en ne tenant pas compte du principe de solidarité qui caractérise la gestion des réserves des pays de l'Union, les avoirs de réserve du Burkina Faso représentent sept (07) mois d'importations douanières CAF, contre quatre (04) mois en 2006 et 2005 et huit (08) mois en 2004.

III.2 – LES ENGAGEMENTS

A fin décembre 2007, les engagements extérieurs du Burkina Faso se sont élevés à 1.429.095 millions de FCFA contre 969.071 millions de FCFA en 2006, soit une hausse de 47,5% imputable aux investissements directs, aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

III.2.1 – INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS L'ECONOMIE

Les investissements directs dans l'économie correspondent au stock des participations étrangères dans les entreprises résidentes, pour lesquelles les montants des participations par entreprise représentent au moins 10,0% du capital social.

Ils se sont établis à 249.295 millions de FCFA à fin décembre 2007 contre 84.450 millions de FCFA en 2006, soit une hausse de 195,2%.

III.2.2 - INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations étrangères correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises résidentes ainsi que les opérations sur titres de créances.

A fin décembre 2007, les investissements de portefeuille effectués par les non-résidents au Burkina Faso s'élevaient à 24.345 millions de FCFA contre 1.450 millions de FCFA en 2006 (+22.895 millions de FCFA).

III.2.3 - AUTRES INVESTISSEMENTS

Les autres investissements comprennent principalement l'encours de la dette extérieure publique et privée. Au 31 décembre 2007, le montant total des autres investissements était de 1.155.455 millions de FCFA, contre 883.171 millions de FCFA en 2006, soit une hausse de 30,8%.

IV – ANNEXES STATISTIQUES

Annexe 1 – Tableaux de concordance statistiques

Certaines transactions sont recensées ou éliminées en balance des paiements, alors qu'elles ont été respectivement reprises ou omises en statistiques monétaires. Il s'agit notamment des valeurs à l'encaissement et des comptes exigibles après encaissement. Compte tenu des retraitements liés à ces transactions et en prenant en compte les contreparties de réévaluation des comptes du FMI, il apparaît un écart entre les mouvements de capitaux monétaires recensés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets qui apparaît dans les publications du FMI.

Les deux tableaux ci-après donnent le rapprochement entre les statistiques monétaires classiques et celles retenues en balance des paiements.

**Tableau n°1 : AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE EN 2007
en millions de FCFA)**

Avoirs	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 11)	457 100
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	+1 211
Autres ajustements	-205
	458 106
Total Avoirs (balance des paiements)	
Engagements	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 16 C)	113 811
<i>dont dépôts à vue BIRD/AID</i>	633
Ajustements	-452
	113 922
Total des engagements (balance des paiements)	

Sources : BCEAO, Banque Mondiale

**Tableau n°2 : AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES
INSTITUTIONS MONETAIRES EN 2007 (en millions de FCFA)**

Avoirs	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 21)	177 634
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-8 833
ajustements	+256
	169 057
Avoirs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	
Engagements	
Statistiques monétaires (FMI, IFS LIGNES 26 CL et 26 C)	105 100
Comptes exigibles après encaissement	-9 324
Ajustements	+1 053
	96 829
Engagements extérieurs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	

Sources : BCEAO, Banque Mondiale

ANNEXE 2 – Résultats des travaux d'estimation des échanges intra-communautaires pour l'année 2007 par la Cellule sous – Régionale chargée de la conciliation des données du commerce intra-UEMOA

Tableau 1 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2007
(en millions FCFA)

	Importateurs									
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
Exportateurs	Bénin	0,0	27 928,2	14 329,0	4,6	40 157,7	23 003,5	1 491,2	37 250,7	144 164,8
	Burkina	8 916,8	0,0	35 819,3	32,3	32 239,6	12 182,2	3 016,4	14 769,7	106 976,2
	Côte d'Ivoire	51 370,1	172 126,0	0,0	5 129,9	145 779,6	36 416,6	92 655,4	37 600,8	541 078,3
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	54,5	0,0	8,0	0,0	13 448,4	3,3	13 514,2
	Mali	1 131,1	7 794,7	30 532,7	334,9	0,0	4 898,8	28 771,9	2 119,4	75 583,5
	Niger	12 460,9	2 744,3	10 611,8	62,0	1 357,7	0,0	1 133,6	1 522,6	29 893,0
	Sénégal	7 111,5	12 074,7	32 547,2	40 506,8	186 428,4	7 503,9	0,0	10 393,3	296 565,8
	Togo	86 707,3	58 143,1	20 532,5	1 222,3	19 475,1	28 606,0	16 976,9	0,0	231 663,3
	UEMOA	167 697,7	280 811,0	144 427,1	47 292,8	425 446,1	112 610,9	157 493,8	103 659,7	1 439 439,1

Source : somme des matrices des tableaux 2 et 3

Tableau 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2007 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

	Importateurs									
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
Exportateurs	Bénin		23 938,7	14 329,0	4,6	40 157,7	9 632,4	1 491,2	6 556,2	96 109,8
	Burkina	7 228,3		24 325,1	1,7	16 772,7	7 931,5	696,0	11 580,8	68 536,1
	Côte d'Ivoire	51 370,1	166 629,8		5 129,9	145 779,6	36 416,6	60 703,4	37 600,8	503 630,2
	Guinée-Bissau			54,5		8,0		415,8	3,3	481,5
	Mali	691,4	5 185,8	18 486,6			933,7	28 771,9	860,6	54 930,0
	Niger	1 255,9	983,7	4 625,6		147,4		17,6	362,6	7 392,8
	Sénégal	7 111,5	12 074,7	22 112,5	40 506,8	186 428,4	3 984,9		10 393,3	282 612,1
	Togo	64 089,9	53 385,5	7 893,4	29,9	19 475,1	18 318,0	5 958,5		169 150,4
	UEMOA	131 747,2	262 198,2	91 826,8	45 673,0	408 768,8	77 217,0	98 054,4	67 357,5	1 182 842,9

Source : Rapprochement des statistiques officielles des Etats réconciliées

Tableau 3 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2007
(en millions FCFA)

	Importateurs									
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
Exportateurs	Bénin		3 989,5	0,0			13 371,0		30 694,5	48 055,0
	Burkina	1 688,5		11 494,2	30,6	15 466,9	4 250,7	2 320,4	3 188,9	38 440,1
	Côte d'Ivoire	0,0	5 496,2					31 952,0		37 448,2
	Guinée-Bissau							13 032,6	0,0	13 032,6
	Mali	439,7	2 608,9	12 046,2	334,9		3 965,2	0,0	1 258,8	20 653,5
	Niger	11 205,0	1 760,6	5 986,2	62,0	1 210,4		1 116,0	1 160,0	22 500,2
	Sénégal			10 434,7			3 519,0			13 953,7
	Togo	22 617,3	4 757,6	12 639,1	1 192,4	0,0	10 288,0	11 018,4		62 512,8
	UEMOA	35 950,5	18 612,8	52 600,3	1 619,9	16 677,3	35 393,9	59 439,4	36 302,1	256 596,2

Sources : Rapprochement des estimations du commerce non contrôlé par la méthode des flux financiers et monétaires

NB : Données corrigées des redressements effectués sur les statistiques officielles



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int